

UNIVERSITE PARIS-EST CRETEIL VAL-DE-MARNE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

MARCHE DE SERVICES : PRESTATIONS INTELLECTUELLES

MISSION DE DIAGNOSTICS PREALABLES POUR L'OPERATION DE RENOVATION DU BATIMENT TRAPEZE
CAMPUS CHERIOUX DE L'UNIVERSITE PARIS-EST CRETEIL VAL-DE-MARNE (94)

Marché 2025PADIAGSTRA

Table des matières

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE	4
1.1 Contexte	4
1.2 Objectifs de la commande	7
1.3 Nature de la structure	8
1.4 Etat actuel de l'intérieur	8
1.5 Etat des lieux des installations techniques	8
1.6 Présence d'amiante et plomb	9
1.7 Scénario retenu	9
ARTICLE 2 - CONTENU DE LA MISSION	11
2.1 Sondages sur la structure existante	11
2.2 Reconnaissance des éléments de structure	11
2.2.1. Planchers et poutres	11
2.2.2 Toitures	11
2.3.3. Structure verticale	11
2.3.4. Fondations	12
2.3 Livrables	12
2.4 Investigations (NON EXHAUSTIVE)	13
ARTICLE 3 - CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION	13
3.1 Le représentant du prestataire	13
3.2 Documents remis par le prestataire	13
3.3 Supports des rendus	13
3.4 Conditions d'interventions	13
ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE ET PARTIES CONTRACTANTES	14
4.1 Pièces constitutives du marché	14
4.2 Parties contractantes	14
ARTICLE 5 - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES	15
5.1 Type et contenu des prix	15
5.2 Application de la taxe sur la valeur ajoutée	15
5.3 Paiement des éventuels sous-traitants	15
5.4 Modalités de règlement des marchés	15
ARTICLE 6 - RESILIATION DU MARCHE – CLAUSES DIVERSES	17
6.1 Arrêt de l'exécution des prestations	17
6.2 Résiliation du marché	17
ARTICLE 7 - DELAI D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES	17
7.1 Délai d'exécution du marché	17
7.2 Pénalités pour retard sur calendrier fixé	17

ARTICLE 8 – AVANCE.....	17
ARTICLE 9 - CESSION – NANTISSEMENT	18
ARTICLE 10 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION - LOI ET LANGUE APPLICABLE.....	18
ARTICLE 12 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	18
ARTICLE 13 – LISTE DES ANNEXES.....	18

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet une mission de diagnostic de reconnaissance des structures préalables à l'opération de rénovation du bâtiment Trapèze sur le Campus Chérioux de l'UPEC à Vitry-Sur-Seine (94)

1.1 Contexte

Le Campus Chérioux a vocation à devenir un pôle d'excellence dans les domaines de **la santé, du numérique et du handicap**, en réunissant des formations de Bac à Bac+5, des espaces de recherche innovants, ainsi que l'ensemble des services universitaires de proximité. Ce campus innovant et durable qui accueillera à terme près de **1 800 étudiants**, marquera une nouvelle étape dans le développement de l'UPEC

Situé sur un site patrimonial remarquable, le bâtiment Trapèze constitue une opportunité unique pour créer un « campus à l'américaine » : identifiable, doté d'une architecture forte, intégré dans un environnement verdoyant et propice à la vie étudiante avec une convivialité et un esprit de communauté.

Ce nouveau campus illustre la volonté de l'UPEC de faire évoluer ses sites en véritables campus universitaires, où les étudiants trouveront, en plus de leur formation, des services essentiels à leur réussite et à leur bien-être : bibliothèque universitaire, restauration, accompagnement social, accès à la santé et à la culture.

Le campus de Vitry, qui accueillait déjà des formations de l'IUT, s'étend ainsi pour devenir un pôle universitaire thématique dédié à la santé, au numérique et au handicap, avec l'arrivée de :

- Le Campus des Métiers et Qualifications (CMQ) "Santé, autonomie et bien vieillir"
- L'Institut de formation en ergothérapie (IFE)
- L'EPISEN, École Publique d'Ingénieurs de la Santé et du Numérique

La présence au sein d'un même campus du CMQ, de l'EPISEN, de l'école d'ergothérapie et de l'IUT de Créteil-Vitry illustre la volonté de l'UPEC de créer un lieu "totem" et de fédérer des formations différentes autour du secteur Santé-Numérique.

Le projet immobilier d'extension se fait en deux phases. :

- **La première phase** (opération Plan de Relance) concerne la réhabilitation du bâtiment du Clocher et de ses ailes, dont l'inauguration a eu lieu en Juin 2025. Cet espace représente près de 1 000 m² de locaux destinés à accueillir un espace pédagogique et des bureaux.
- **La seconde phase, objet de la présente consultation**, prévoit la rénovation du bâtiment dit « Trapèze » sur 3200 m² supplémentaire, pour offrir de nouveaux espaces d'enseignement, une bibliothèque universitaire, une infirmerie et renforcer la capacité d'accueil du campus à horizon 2029.



Photo 1 : Vue du bâtiment Trapèze depuis le parc



Photo 2 : Vue sur ancienne chaufferie du Trapèze



Photo 3 :



Photo 4 :



Photo 5 : Ancien atelier



Photo 6 : Circulation



Photo 7 : Vue du bâtiment RT existant depuis Le Clocher



Photo 8 : combles aménagés (anciennes chambres)



Photo 9 : Photo aérienne du domaine



Photo 10 : Combles – charpente béton



Photo 11 : Ancien réfectoire



Photo 12 : Circulation intérieure « Trapèze »

1.2 Objectifs de la commande

L'objectif des investigations est de permettre de reconnaître avec le plus d'exactitude possible les éléments constitutifs de la structure du bâtiment Trapèze, et donc de renseigner le maître d'ouvrage et le futur maître d'œuvre sur l'état du bâtiment et ses portances.

Une consultation de maîtrise d'œuvre est en cours et il sera fourni au maître d'œuvre retenu le rapport de diagnostic résultant de cette étude.

L'emplacement, le nombre et la nature des sondages à effectuer sur différents éléments de la structure existante, dans le cadre de la réhabilitation du bâtiment Trapèze est laissé à l'initiative du titulaire ; cependant, elle devra à minima fournir les précisions sur les éléments attendus qui sont décrits ci-après.

Le but de ces sondages et les éléments attendus sont les suivants :

- Évaluer l'état des fondations ;
- Acquérir une bonne connaissance de la structure existante (matériaux employés et nature des différents éléments de structure, positionnement de la structure porteuse, sens de portée des planchers, etc.),
- Déterminer la composition des planchers et des murs
- Constater l'état de conservation de la structure et les désordres, en Identifier l'origine et la cause, en déterminer l'impact sur la solidité et la tenue structurelle,
- Déterminer l'état sanitaire des structures (présence d'humidité et autres),
- Calculer les surcharges admissibles des planchers,
- Calculer la Capacité de résistance au feu des structures,

1.3 Nature de la structure

L'état actuel de l'enveloppe révèle des éléments structurels solides et non isolés : les murs du rez-de-chaussée bas sont en béton de 50 cm, tandis que les autres murs sont en briques simples de 38 cm, sans isolation thermique. Une partie de la façade principale, endommagée par une ancienne extension des années 70, a été remplacée.

Les toitures, constituées de tuiles mécaniques posées sur solives bois, ne disposent d'aucune isolation. Les menuiseries sont principalement en aluminium avec simple vitrage, sans volets, à l'exception des fenêtres en bois des chiens-assis situés dans les combles.

1.4 Etat actuel de l'intérieur

Les espaces ont gardé pour la plupart l'aspect et l'organisation des fonctions de restauration et de lingerie. Les installations de la cuisine et de la laverie ont été démontées.

Une partie des salles à manger a été réaménagée en salles de cours ou bureaux. Les chambres sont restées en l'état.

Il est à noter que les sols, au rez-de-chaussée haut notamment, présentent des carrelages d'origine qui s'harmonisent avec l'aspect extérieur

1.5 Etat des lieux des installations techniques

Les installations électriques du site sont anciennes. Certains équipements ont été rénovés mais la plupart des équipements tels que les tableaux électriques seront remplacés. Dans le cadre d'une restructuration, l'ensemble de l'électricité est à déposer et refaire.

Les ascenseurs sont obsolètes.

L'ensemble des sanitaires est à rénover et mettre aux normes accessibilité.

Un sous-sol technique accueille dans un vaste volume la chaufferie d'origine du site. Installation transformée en sous-station mais toujours reliée au réseau général du site et de la Ville.

1.6 Présence d'amiante et plomb

Un pré-diagnostic a été réalisé en 2018. La présence de l'amiante est avérée dans les gaines, sols et calorifugeage. La présence de plomb est révélée dans certaines peintures. Les rapports sont présentés en annexe de la présente consultation.

L'entreprise devra prendre toutes les précautions nécessaires pour son investigation conformément aux articles :

- R4412-94, R4412-145 à R4412-148 du Code du travail du fait de la présence d'amiante avérée,
- R4412-149 à R4412-160 du Code du travail, dans le cas de détection de plomb. Elle informera aussitôt la Maîtrise d'ouvrage qui prendra les dispositions nécessaires.

1.7 Scénario retenu

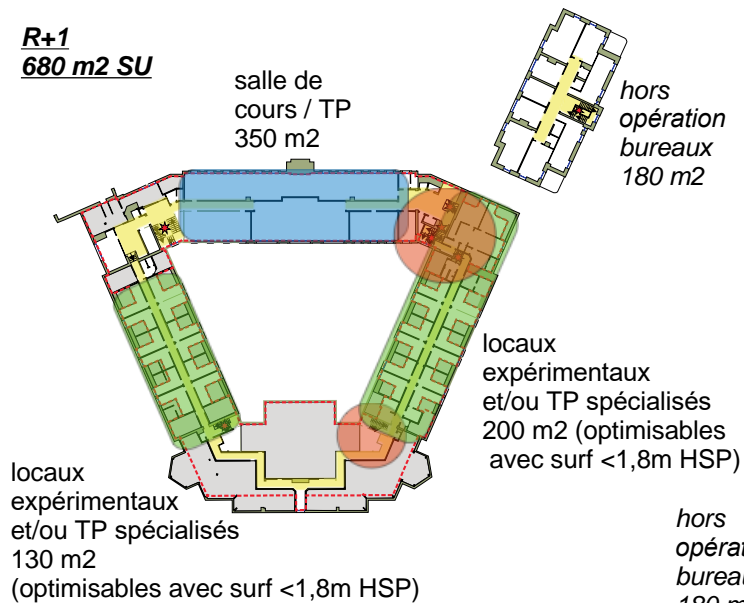
Le parvis est réalisé par terrassement partiel ou extension avec traitement de la rampe vers cour intérieure pour marquer l'accès. Il conserve dans sa composition une possibilité d'une extension selon les prescriptions de la ZAC



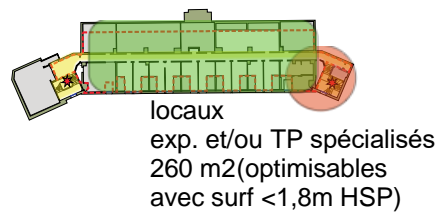
L'entrée se fait par le porche du Trapèze. Le cheminement traverse la cour intérieure pour accéder en RdC Bas sur l'escalier principal du bâtiment qui constitue la rotule vers le Clocher.

La cour intérieure est le cœur du campus et l'axe de circulation principale qui irrigue les bâtiments Trapèze et Clocher.

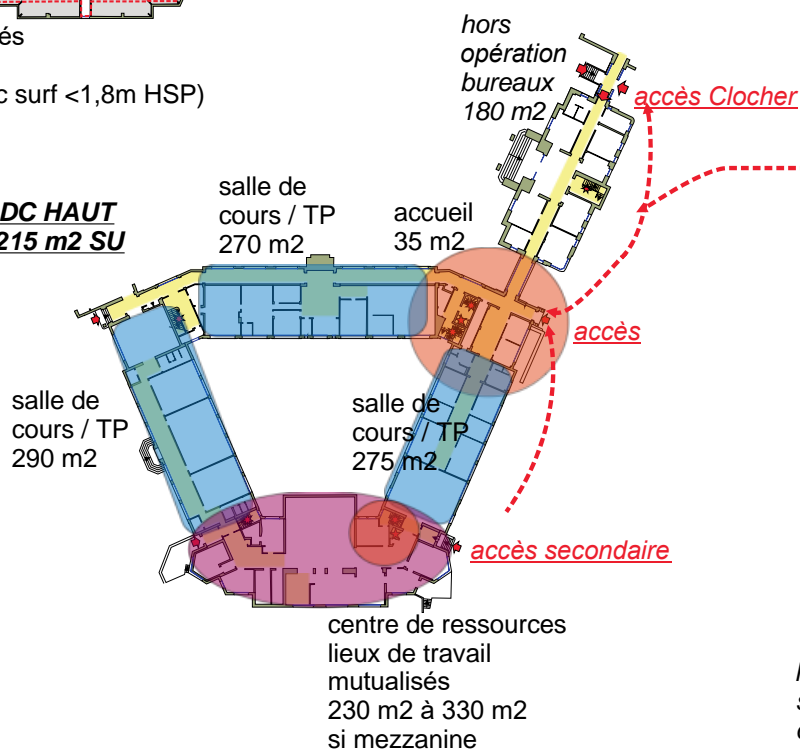
R+1
680 m² SU



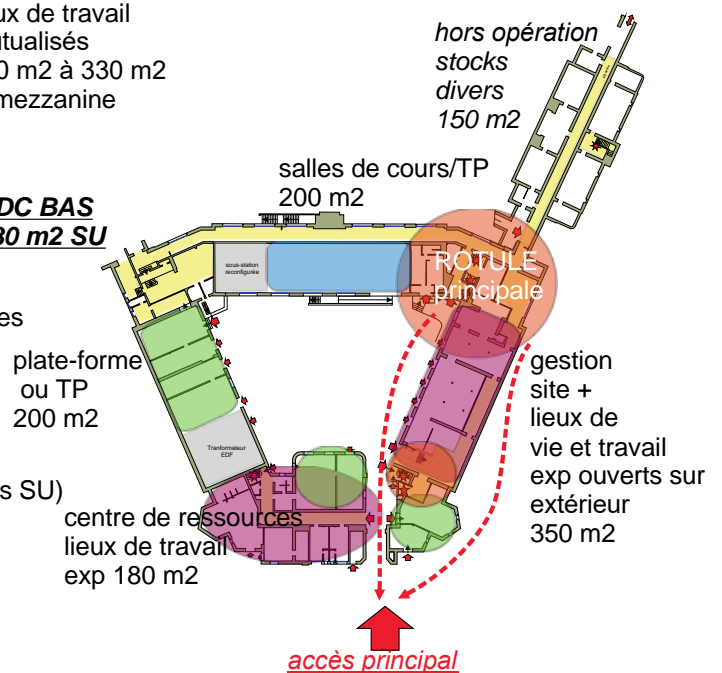
R+2
260 m² SU



RDC HAUT
1215 m² SU



RDC BAS
930 m² SU



SCENARIO

- 740 m² Accueil/vie /Centre de ressources
- 1 280 m² Cours et TD
- 930 m² Expérimental + TP spé
- 250 m² Logistique et sanitaires (LT, hors SU)

SU totale Trapèze +/- 3200 m²

ARTICLE 2 – CONTENU DE LA MISSION

2.1 Sondages sur la structure existante :

Les sondages ont pour but de déterminer la nature des structures et leurs capacités portantes. Le prestataire devra effectuer tous les tests nécessaires en laboratoire ou in situ pour atteindre ce but et il fournira une étude détaillée de la capacité portante pour chaque structure sondée.

Les valeurs seront fournies en kN/m² avec la surcharge admissible pour les planchers, et en kN/ml pour les murs.

La nature et l'état de corrosion des aciers doivent être précisément qualifiés et, le cas échéant, pour les éléments de structure en bois, leur nature et état sanitaire doivent être clairement décrits.

Si des sondages destructifs s'avèrent nécessaires, ils devront être positionnés de manière à ne pas porter préjudice à la stabilité des structures existantes. En particulier, le diagnostiqueur devra être très attentif à ne pas sectionner le ferrailage existant.

2.2 Reconnaissance des éléments de structure :

Pour l'ensemble des zones d'intervention des sondages, l'entrepreneur devra effectuer un constat visuel de l'état des porteurs horizontaux et verticaux (nature du matériau, qualité des ouvrages, ...) à l'appui d'un reportage photographique.

2.2.1. Planchers et poutres :

La reconnaissance des planchers consistera à effectuer un sondage au droit d'une dalle en travée (depuis la sous-face) et sur appui (depuis la surface) permettant d'obtenir :

- Un relevé dimensionnel et visuel de la structure : hauteur, largeur des dalles, épaisseur des revêtements (avec carottage depuis la surface).
- Dans le cas de plancher hourdis, l'identification du type d'hourdis avec l'écartement entre les nervures, reconnaissance des armatures des dalles de compression dans les deux directions.
- Le sens de portée de la dalle avec localisation des appuis.
- L'identification du ferrailage des éléments
- La nature de l'appui de la dalle
- La capacité portante.
- La tenue au feu des planchers ainsi que leurs degrés coupe-feu.
- Après relevé, reconstitution des enrobages par mortier époxydique.
- Les observations sur l'état de surface des éléments (éclatement du béton, corrosion des armatures, armatures apparentes).

2.2.2 Toitures :

La reconnaissance consistera à déterminer la structure principale (charpente béton) des toitures permettant d'obtenir :

- Un relevé dimensionnel et visuel de la structure
- Identification du ferrailage des éléments
- Essais de traction sur acier
- Un plan de principe structurel de l'état existant
- La nature et l'état sanitaire

2.3.3. Structure verticale :

La reconnaissance des poteaux et murs porteurs consistera à déterminer :

- L'épaisseur des différentes couches traversées (revêtement, protection au feu...).
- La section/épaisseur de l'élément de structure.
- La résistance à la compression par carottage
- Les Essais de traction sur armatures
- La capacité portante.
- La descente de charge.
- La tenue au feu ainsi que le degré coupe-feu.
- Après relevé, la reconstitution des enrobages par mortier époxydique.
- Les observations sur l'état de surface des éléments (éclatement du béton, corrosion des armatures, armatures apparentes).

2.3.4. Fondations :

Le prestataire réalise une mission de reconnaissance des fondations afin de caractériser le type, la nature et la profondeur de fondations du bâtiment et/ou structures associées (y compris contigües), de définir les quantités d'acier dans les dalles, porteurs, radier et autres structures, de caractériser les matériaux de construction et les taux d'armatures dans les structures.

La limite de périmètre de son étude avec les sujets géotechniques est précisée comme suit :

- Tout élément construit associé au bâti de l'édifice et rapporté à la structure de celui-ci est inclus au périmètre de la présente consultation.
- Tout diagnostic de sol est inclus au périmètre des études géotechniques, et est exclus du périmètre de la présente consultation.

2.3 Livrables

L'Entreprise réalisera un rapport détaillé présentant en vue en plan, en coupe et en élévation les données des ouvrages relevés lors des sondages. Ce rapport sera complété par des photos des sondages réalisés.

Il s'agira d'établir un rapport de diagnostic de structure incluant :

- Le plan d'implantation des sondages.
- Le descriptif des ouvrages porteurs sondés (nature, matériaux, fonctionnement des structures, photos). Les structures décrites ainsi que les photos prises devront être repérées sur les plans joints au cahier des charges.
- Les relevés des sondages (sous formes de croquis, photos et textes de commentaire).
- La Détermination de la résistance mécanique des bétons existants.
- Les Résultats des essais de tractions sur les armatures
- Les Analyse et interprétations des résultats obtenus suite aux investigations, sondages, tests et essais.
- Les détails des calculs.
- Les conclusions sur la capacité portante des structures notamment en termes de charges d'exploitation et charges permanentes additionnelles admissibles.
- Pour chaque sondage, le rapport devra notamment préciser pour tous les niveaux, un plan de principe structurel de l'état existant.
- Les conclusions sur la tenue au feu des structures.
- Des préconisations de renforcement éventuelles pour reprendre les charges envisagées au titre du projet et une analyse technique permettant d'apprécier l'état des ouvrages et leur capacité à reprendre les ouvrages prévus.

2.4 Investigations (NON EXHAUSTIVE)

Les investigations permettent de réaliser diverses analyses :

- Reconnaissance du ferrailage, de sa nature, de son état,
- Mesure des enrobages,
- Résistance à la compression du béton,
- Résistance à la traction des armatures et profilés métalliques,

Cela nécessite donc la réalisation de sondages que l'on peut qualifier en deux grands types :

Sondages destructifs :

- Carottage
- Perforateur burineur
- Disqueuse
- Pelle et pioche (ex : découverte de fondations)
- Sondages non destructifs :
 - Radar (ferroscan,...)
 - Scléromètre (Pundit PROCEQ...)

ARTICLE 3 - CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION

3.1 Le représentant du prestataire

Il sera l'interlocuteur du Maître d'Ouvrage désigné pour l'exécution de ce présent marché. Il doit offrir une disponibilité compatible avec le déroulement de sa mission, des relations fréquentes avec le Maître d'Ouvrage et être joignable.

En cas d'indisponibilité de cette personne pendant une durée supérieure à quinze jours, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger son remplacement par une autre personne présentée par le prestataire.

D'une manière générale, tout changement d'intervenant doit faire l'objet d'une présentation au Maître d'Ouvrage et d'une acceptation de sa part. L'ensemble de ces dispositions s'applique sans préjudice de l'application d'éventuelles pénalités pour retard.

3.2 Documents remis par le prestataire

Chaque réunion de travail avec le maître d'ouvrage donnera lieu à un compte-rendu de réunion. Chaque remise de documents d'étude donnera lieu à une réunion de restitution et à l'élaboration d'un compte-rendu soumis au Maître d'Ouvrage par mail pour validation avant diffusion.

3.3 Supports des rendus

Les rapports seront transmis sous format papier en 1 exemplaire et informatique (pdf et Word).

3.4 Conditions d'interventions

Le Titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution des sondages :

- Fourniture du matériel nécessaire à l'exécution des sondages (radar, Ferro scan, gammagraphie, etc.) ;
- Fourniture de nacelles, d'échafaudages ou d'échelles pour accéder en sous face de planchers ;
- Platelage de réception des gravois ;
- Protections nécessaires pour éviter la propagation des poussières ;

- Amenée de l'eau et de l'électricité (groupe électrogène, branchement sur le réseau d'eau potable, etc.) ;
- Coupure des réseaux électriques lors de l'exécution des sondages ;

Sont automatiquement inclus dans les prestations de base :

- Le positionnement et le marquage des sondages exécutés au préalable en coordination avec le maître d'ouvrage ;
- Le nettoyage et l'évacuation des gravois pour chaque sondage exécuté ;
- La mise à la décharge des gravois ;
- Le déplacement, avant intervention, des meubles, des dalles de faux plafonds, des faux planchers ;
- Le rebouchage des sondages destructifs ponctuels dans des ouvrages en béton, à exécuter au béton de réparation ;
- La reconstitution des profils métalliques à l'endroit des sondages destructifs, à exécuter par soudage d'une tôle d'épaisseur adaptée (et protection antirouille par peinture) ;
- Un plan d'intervention et d'installation.

ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ ET PARTIES CONTRACTANTES

4.1 Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes et prévalent, en cas de contradiction ou de différence, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-dessous :

- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes,
- L'acte d'engagement et son éventuelle annexe financière (DPGF),
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), en vigueur lors de la remise des offres ou en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois m0),
- L'offre technique du titulaire sur la base du support de mémoire technique,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché,
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire

Toute clause, portée dans toute documentation propre au titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

4.2 Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

- Le « Pouvoir Adjudicateur » soit l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne, sis 61 avenue du Général de Gaulle, CRETEIL 94010 représentée par son Président.

D'une part,

- La ou les personnes physiques ou morales désignées dans l'acte d'engagement ou « Prestataire »

D'autre part.

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou la société,
- A la forme de l'entreprise ou de la société,
- A la raison sociale de l'entreprise ou de la société ou à sa dénomination,
- A l'adresse du siège de l'entreprise ou de la société,
- A la domiciliation bancaire de l'entreprise ou de la société,
- Au capital social de l'entreprise ou de la société.

Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise ou de la société.

ARTICLE 5 - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

5.1 Type et contenu des prix

Le présent marché est conclu à prix définitif, global, forfaitaire, non actualisable et non révisable.

Les prix faisant l'objet du présent marché sont réputés comprendre la rémunération de toutes les dépenses liées au contrat, y compris les frais généraux, les frais d'assurance, les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à la fourniture et à l'entretien des matériels nécessaires à la bonne exécution des prestations.

5.2 Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants TTC sont calculés en appliquant les taux de la T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

5.3 Paiement des éventuels sous-traitants

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du Pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance, par notification de l'Acte Spécial.

Afin d'obtenir l'acceptation du sous-traitant, il doit être remis au Pôle Achat Public (61 avenue du Général de Gaulle, 94010 Créteil, i3 niveau 3e étage), en main propre ou par courrier, et par mail à daf.achat@u-pec.fr avec en copie le conducteur d'opération de la DPDD, les pièces suivantes :

- Un formulaire DC4 rempli par le titulaire du marché et le sous-traitant selon le modèle disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declarationdu-candidat>
- Un K-bis de moins de 3 mois ;
- Une attestation d'assurance professionnelle en cours de validité ;
- Une déclaration du chiffre d'affaires global sur les 3 dernières années ;
- L'attestation de fourniture des déclarations sociales (déclaration de vigilance délivrée par l'URSSAF) datant de moins de 6 mois ;
- L'attestation fiscale pour l'année en cours ;
- Les références de cette société ;
- Un document indiquant ses effectifs.

5.4 Modalités de règlement des marchés

Le mode de règlement est le virement administratif avec un délai global de paiement fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture par le pouvoir adjudicateur et attestation de service fait.

Le défaut de paiement dans le délai prévu fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire conformément aux dispositions du titre IV de la loi

n°2013-100 du 29 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le taux des intérêts moratoires applicables est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Auxquels s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros.

La facture doit impérativement comporter les indications prévues par la réglementation en vigueur et notamment les renseignements suivants :

- La mention : « Marché 2025PADIAGSTRA »,
- La mention : Université Paris-Est Créteil Val de Marne,
- Le nom et l'adresse du créancier,
- La date de réception,
- Le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,
- La désignation en clair des prestations effectués,
- Les dates de début et fin de prestation,
- Le coefficient éventuel de révision de prix,
- Le total HT de la facture est ensuite majoré du taux de TVA en vigueur pour former le prix total TTC à régler.

Le titulaire devra adresser l'ensemble des documents ayant une incidence sur le paiement qui lui est dû : factures, avoirs, changement de RIB, de coordonnées, de dénomination sociale à cette même adresse.

La facture doit être transmise sous forme dématérialisée par Chorus portail pro. Cette application est accessible à l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour ce faire, les factures dématérialisées adressées à l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne devront comporter les informations suivantes ;

- Le numéro SIRET 19941111700013, qui identifiera l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne en tant que destinataire de la facture,
- Les codes services qui permettront de distinguer :
 - Les factures publiques (FACTURES_PUBLIQUES) ;
 - Les factures sur engagement ou bon de commande (FACTURES_SUR_ENGAGEMENTS) ;
 - Et les factures sans bon de commande (FACTURES_SANS_ENGAGEMENT),
- Le numéro d'engagement indiqué sur le bon de commande transmis par l'université (numéro sous le format 4500xxxxxx).

Le numéro de TVA intracommunautaire l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne est le suivant : FR 25 199411117

Pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro (<https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>), dédié à la préparation à la facturation électronique.

À défaut la facture peut être envoyée à :

Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne
Agence comptable - comptabilité fournisseurs
61, avenue du Général De Gaulle
94010 CRETEIL Cedex
Mail : service-facturier@u-pec.fr

Le comptable assignataire de la dépense est Mme. Hélène DUROU, agent comptable de l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne.

ARTICLE 6 - RESILIATION DU MARCHÉ – CLAUSES DIVERSES

6.1 Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 20 du CCAG-PI, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques définies à l'article 3 du présent CCP. Cet arrêt d'exécution ne donne lieu à aucune indemnité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations emporte résiliation du marché tel que décrit ci-après.

6.2 Résiliation du marché

Il sera fait, le cas échéant, application de l'article 36 à 42 du CCAG-PI.

ARTICLE 7 - DELAI D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

7.1 Délai d'exécution du marché

Le délai d'exécution de la prestation est de deux (2) mois à compter de la notification du marché. Ce délai peut être ajusté, en accord avec le maître d'ouvrage en fonction des éventuelles difficultés rencontrées au cours de la prestation.

7.2 Pénalités pour retard sur calendrier fixé

Les pénalités seront calculées conformément à l'article 14 du CCAG PI.

Une pénalité de retard de 50 euros par jour ouvré de retard sur la remise du livrable sera appliquée.
Une pénalité de retard de 100 € par absence pour absence en réunion sera appliquée

En outre, une pénalité de 10% du montant du marché peut être appliquée au prestataire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, portant sur le travail dissimulé. Les conditions d'application de cette pénalité sont décrites à l'article L. 8222-6 du code du travail.

ARTICLE 8 – AVANCE

Sauf refus du titulaire signifié à l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire par application des dispositions de l'article R 2191-3 du code de la commande publique si le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Conformément aux dispositions de l'article R2191-7 du code de la commande publique, lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

ARTICLE 9 - CESSION – NANTISSEMENT

Les créances résultant du marché pourront faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement dans les conditions fixées par les articles à l'article 130 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus est le responsable (ou son représentant) du service marché public de la Ville de Fontainebleau.

ARTICLE 10 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION - LOI ET LANGUE APPLICABLE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Auparavant, un accord à l'amiable entre les parties sera recherché dont les frais d'expertise éventuels seront partagés au prorata de l'arbitrage rendu.

En application des articles L.2197-1 à L.2197-3 et R.2197-1 à D.2197-22 du code de la commande publique, de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux comités consultatifs locaux de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics, et du décret n° 2020-848 du 2 juillet 2020 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'économie et des finances, l'organe chargé des règlements amiables des différends relatifs aux marchés publics est le suivant :

Comité consultatif interrégional de règlement des différends de Paris

Préfecture de la région Île-de-France – Préfecture de Paris

5 rue Leblanc

75911 Paris cedex 15

Secrétariat CCIRA de Paris

Tél : 01 82 52 42 72 Fax : 01 82 52 42 95

Courriel : ccira@paris-idf.gouv.fr

En cas d'action contentieuse ouverte à l'occasion de la passation et exécution du marché, celle-ci sera portée devant le Tribunal Administratif de Melun :

Tribunal administratif de Melun

43, rue du Général de Gaulle

77000 Melun

Tel : 01 60 56 66 30 - Fax : 01 60 56 66 10

Mail : greffe.ta-melun@juradm.fr

Site : <http://melun.tribunal-administratif.fr/>

Toute autre clause attributive de compétence pouvant figurer sur les documents du titulaire sera considérée comme nulle.

Toute autre clause attributive de compétence pouvant figurer sur les documents du titulaire sera considérée comme nulle.

Les correspondances relatives au marché seront rédigées en français.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

ARTICLE 12 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

A l'article 4.1 du présent CCP, il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG-PI.

ARTICLE 13 – LISTE DES ANNEXES

- Rapports Amiante, plombs
- Plans des réseaux
- Plans Trapèze

- CCCT ZAC
- PLU
- Dossier géotechnique domaine Chérioux
- Programme Trapèze Chérioux